

La Grèce en 2002

Jean Catsiapis*

Le démantèlement de l'organisation terroriste du « 17 novembre », la poursuite de la détente gréco-turque, la bataille des élections locales, constituent les principales caractéristiques de l'année 2002, qui a commencé pour les Grecs avec le remplacement de la drachme par l'euro.

L'euro et la bonne tenue de l'économie grecque

Le 1^{er} janvier 2002, la drachme est remplacée par l'euro, monnaie commune de 12 des 15 pays membres de l'Union Européenne. C'est grâce à de gros efforts, que la Grèce a pu obtenir in extremis sa qualification de membre de la zone euro. Avec une croissance de 4% en 2002, contre 0,9% pour la moyenne de leurs partenaires européens, les Grecs pour la 8^{ème} année consécutive connaissent une expansion de leur économie, fruit de leur politique de convergence avec le reste de l'Europe notamment grâce aux fonds d'ajustements structurels en provenance de Bruxelles¹. La préparation des Jeux Olympiques d'Athènes de 2004 a incontestablement dopé l'économie grecque grâce à une politique de grands travaux. Les investissements, en hausse de 7,4% en 2002, contre 6,9% en 2001, tout comme la consommation des ménages, en progression de 3,1% en 2002 contre 2,7% l'année précédente témoignent de la bonne santé de la Grèce. Un excédent budgétaire de 0,8% du PIB en 2002 et une perspective d'un gain, en 2003, de 3 milliards d'euros résultant de la poursuite de la politique de privatisation sont aussi des points positifs pour l'économie hellénique.

* Université de Paris X

Toutefois, celle-ci présente aussi des signes négatifs. L'inflation, qui dans le budget 2002 avait été estimée à 2,8% a finalement atteint les 3,9%. L'économie grecque demeure très peu compétitive et se refuse toujours aux réformes structurelles indispensables pour faire face à ses concurrentes. La baisse des exportations et une légère hausse en 2002 expliquent notamment un accroissement du déficit de la balance des paiements courants, qui atteint 5,9 milliards d'euros contre 5,4 milliards en 2001. Le chômage, de l'ordre de 10,3% constitue, selon les enquêtes d'opinion, le problème majeur des Grecs, qui aspirent à un système de protection sociale plus efficace.

Le démantèlement de l'organisation terroriste du « 17 novembre »

L'organisation terroriste d'extrême gauche « 17 novembre » est née après la chute du régime des colonels, en juillet 1974, même si on peut penser, qu'elle tient son origine dans le « Mouvement du 29 mai », organisation armée d'opposition à la dictature militaire créée à Paris en 1969 par une quarantaine de jeunes Grecs. Elle se manifestera pour la première fois, le 23 décembre 1975, avec le meurtre de Richard Welch, premier secrétaire de l'ambassade des Etats Unis à Athènes, chef de la CIA en Grèce. Pendant 27 ans le « 17 novembre » va procéder à des dizaines de hold up et à 23 assassinats dont le dernier a été, le 9 juin 2000, celui du général Stephen Saunders, attaché militaire de l'ambassade de Grande Bretagne. Mais l'impatience des Américains et des Anglais, dont plusieurs de leurs diplomates et militaires, ont été les cibles privilégiées du « 17 novembre », ont amené le gouvernement grec à intensifier la lutte contre cette organisation, dont aucun membre en 27 ans, n'avait été arrêté.

Foncièrement anti-impérialiste et anti-américain le « 17 novembre » n'a pas été considéré pendant longtemps comme très dangereux par l'opinion publique grecque, qui ne regrettait pas, au demeurant, compte tenu de l'absence d'une véritable épuration, l'exécution, par les membres de cette organisation, de collaborateurs de la junte militaire, comme le policier tortionnaire, Evangelos Mallios.

Les événements du 11 septembre 2001 à New York et les menaces terroristes sur les JO d'Athènes ont eu pour conséquence d'inciter la police grecque à coopérer avec les polices américaine et anglaise. C'est toutefois par le plus grand hasard, à la suite de l'arrestation, le 4 juillet, d'un membre du « 17 novembre », qui se blesse à la suite d'une tentative d'attentat que les principaux responsables de cette organisation vont être appréhendés. Au total 19 personnes ont commencé à être jugées, à partir du 3 mars 2003, « pour participation à une organisation criminelle » au cours d'un procès, qui doit durer entre 4 et 6 mois. Mais les premières audiences de ce procès, auxquelles viendront témoigner en faveur des accusés 200 personnes dont Alain Krivine, dirigeant de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), font douter du sérieux de son instruction.

L'arrestation, début février 2003, de quatre membres présumés de l'organisation terroriste ELA (Lutte révolutionnaire populaire), marque un nouveau succès de la police hellénique pour neutraliser les groupes clandestins armés, qui agissent en Grèce.

La bataille des élections locales

En avril 2000, lors des dernières élections législatives la Nouvelle Démocratie (ND) a failli l'emporter sur les socialistes du Pasok, qui la devançant seulement d'un pour cent de voix². Son chef, Constantin Caramanlis, neveu et homonyme du fondateur de ce parti, s'efforce depuis sa courte défaite, de rassembler autour de lui, ceux qui sont proches de lui. Il a ainsi obtenu du maire d'Athènes, Dimitri Avramopoulos la mise en sommeil, le 11 juin 2002 de son parti le KEP, première étape de ce dissident de la ND sur le chemin de la réintégration dans sa formation politique d'origine.

Le Premier ministre et Président du Pasok, Costas Simitis sort renforcé à l'issue de la Conférence de son parti, qui se tient le 5 juillet et affirme qu'il ne souhaite pas se retirer de la vie publique et qu'il

conduira lui-même les socialistes lors des prochaines élections législatives prévues au plus tard au printemps 2004. Toutefois ce succès ne met pas fin aux rumeurs sur sa succession dans les milieux politiques athéniens.

Les 13 et 20 octobre se sont tenues les élections municipales et départementales où l'affrontement Pasok-ND a été très vif. La ND confirme sa montée en puissance en remportant facilement la mairie d'Athènes avec 60% des voix avec Mme Dora Bakoyannis, qui succède ainsi à D. Avramopoulos, qui ne se représentait pas. Le Pasok subit un net recul en perdant de nombreuses municipalités et conseils départementaux ; toutefois le succès qu'il remporte avec Mme Phophi Yennimata qui s'empare de la super-préfecture d'Athènes - le Pirée, détenue par une personnalité soutenue par la ND, atténue sa défaite et évite ainsi la convocation d'élections législatives anticipées, que réclamait la droite avant la tenue de ces élections locales.

La poursuite de la détente gréco-turque

Le dialogue gréco-turc, instauré pendant l'été 1999, s'il a permis aux dirigeants des deux pays de nouer des liens personnels de qualité et à leurs peuples de dissiper la très forte hostilité, qui pendant longtemps a caractérisé leurs rapports, n'a cependant pas débouché sur le règlement des contentieux opposant Athènes à Ankara.

Outre la question chypriote, toujours non résolue, fin 2002, cette année là a été marquée par une très nette augmentation des incidents en mer Egée : on note ainsi 3240 violations de l'espace aérien par l'aviation turque contre 976 en 2001 et 446 en 2000³. Face à ces incidents, provoqués délibérément par Ankara, les autorités grecques s'efforcent de maintenir un dialogue avec leurs homologues turcs.

Pour renforcer la détente avec la Turquie la Grèce a pris l'initiative en mars 2002 d'organiser en commun avec elle une réception à l'hôtel Hilton de Bruxelles à l'occasion du 50^{ème} anniversaire de leur adhésion

à l'OTAN. Elle a surtout décidé de se faire le meilleur avocat en Europe des intérêts turcs. Inaugurant sa présidence de l'UE, début 2003, Costas Simitis a tenu à déclarer que « La Turquie est une puissance européenne depuis le XVI^{ème} siècle. Il serait négatif de l'exclure⁴ ».

Il est certain que la Grèce, par cette politique d'amitié avec la Turquie, ses succès économiques et le fonctionnement régulier de ses institutions politiques, présente aujourd'hui une image très positive aux yeux de la communauté internationale.

NOTES

1. Voir le supplément sur l'économie grecque du *Monde* du 12 décembre 2002.
2. Le 9 avril 2000 le Pasok remporte les élections avec 43,79% des voix et 158 sièges. La ND obtient 42,73% des voix et 125 sièges.
3. *Kathimerini* du 15 janvier 2003.
4. *Le Monde* du 9 janvier 2003.